

DÉCLARATION DES ORGANISATIONS DE JEUNESSE ET ÉTUDIANTES EN SOLIDARITÉ AVEC LES MOBILISATIONS DES UNIVERSITÉS

À l'instar de tous les services publics, comme la Santé ou l'Éducation nationale, **l'Enseignement supérieur subit depuis de nombreuses années les contre-réformes libérales.** Elles visent à déréglementer le contenu et à abaisser la qualité de nos formations, à faire entrer le privé dans le financement et la gestion des universités, à adapter la future main d'œuvre que constituent les étudiants et étudiantes aux besoins des grandes entreprises tout en détruisant les garanties collectives que constituaient les diplômes.

La même logique est à l'œuvre lorsqu'il s'agit d'allonger la durée de cotisation pour accéder à la retraite et de baisser les pensions : **détruire les acquis sociaux et faire payer la crise aux classes populaires.** Pour cette raison, nous, organisations étudiantes et de jeunesse, appelons les étudiants et étudiantes à se mobiliser le 15 octobre aux côtés des salariés contre la « réforme » des retraites actuellement en discussion parlementaire.

Pour mettre un coup d'arrêt à cette logique, une mobilisation commune de tous ceux et celles qui subissent les politiques antisociales sera nécessaire.

Nous soutenons les assemblées générales étudiantes de Béziers, Montpellier 3, Rennes 2 et Paris 1 ou encore Toulouse – Le Mirail, ainsi que toutes celles qui auront lieu dans les prochains jours contre l'austérité à l'université.

Partout en France, les universités sont confrontées à la pénurie budgétaire. La seule réponse apportée est la mise en place de plans d'austérité locaux qui se traduisent par une **sélection accrue, une remise en question des examens (suppressions des rattrapages, tirage au sort...), des suppressions de filières et d'options, etc., voire la fermeture complète d'une fac à Béziers.**

Si ces problèmes sont les mêmes partout, c'est qu'ils découlent d'une même politique nationale. La LRU, votée en 2007 par le gouvernement Sarkozy et maintenue par l'actuel gouvernement, a transféré la gestion des budgets aux universités. La loi Fioraso votée en juin 2013 ne fera qu'aggraver cette situation. **Couplée à un désengagement financier de l'État et à la libéralisation de l'Enseignement supérieur depuis plusieurs années, cette autonomie budgétaire est à l'origine de l'ensemble des problèmes qui dégradent au quotidien les conditions d'études et la qualité des diplômes.**

Beaucoup d'étudiants et d'étudiantes ont décidé de réagir face à cette situation. L'austérité à l'université n'est pas une fatalité.

Une mobilisation est en cours, à laquelle plusieurs centaines d'étudiants et d'étudiantes participent pour satisfaire leurs revendications. **Mais une victoire n'est pas possible si ces luttes se mènent isolées, université par université.**

C'est en menant notre combat ensemble, à l'échelle nationale, que nous serons plus nombreux et nombreuses pour gagner sur nos revendications.

Nous appelons donc à une **journée nationale de mobilisation étudiante le jeudi 24 octobre.**

Nous appelons les étudiants et étudiantes de toutes les universités françaises à se réunir d'ici-là en assemblées générales, à discuter et à adopter des plates-formes de revendications, notamment :

- le refus de toutes les mesures d'austérité et des politiques libérales dans les universités ;
- le réengagement financier de l'État, des financements à 100 % publics à hauteur des besoins ;
- la titularisation des précaires de l'ESR et un plan pluriannuel d'embauche massive de personnels à hauteur des besoins ;
- la fin de l'autonomie financière des universités à l'origine des problèmes actuels.

